



La situation économique et financière de l'Autriche en mars 2015

Les deux grands instituts de conjoncture autrichiens, le Wifo (Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung) et l'IHS (Institut für höhere Studien), ont présenté leurs traditionnelles prévisions économiques trimestrielles le 16 mars dernier. Leurs anticipations de décembre dernier quant à la croissance du PIB pour 2015 et 2016, à savoir 0,5 % en 2015 et 1,3 % en 2016 (0,8 % et 1,6 % pour l'IHS), ont été maintenues alors que les perspectives ont au contraire été revues à la hausse dans le reste de la zone euro. Ces hypothèses traduisent une certaine morosité de la part des entreprises, l'indice du climat des affaires restant significativement au-dessous de 50 % à 48,7 % fin février (-0,5 % par rapport à décembre). Les exportations devraient toutefois se redresser de 2,5 % cette année et accélérer de +4 % l'année prochaine. Le commerce extérieur continuerait de se rééquilibrer à la faveur d'un léger tassement des importations (-0,3 % cette année). L'inflation devrait rester largement positive en 2015, avec +1,3 %. La consommation ne devrait que faiblement contribuer positivement à la croissance en raison du pessimisme des ménages : la crainte de perdre son emploi au cours des 12 prochains mois est aussi grande que fin 2009 et le taux de chômage devrait s'établir à 5,3 % au cours des deux prochaines années contre 5 % en 2014. S'agissant enfin des finances publiques, le déficit nominal, après s'être aggravé -2,8 % du PIB en 2014 en raison des coûts liés à la création de la structure de défaisance de la banque Hypo Alpe Adria, devrait revenir à -2,2 % en 2015 et -1,9 % en 2016.

Avec quelques jours d'avance, le gouvernement a présenté le vendredi 13 mars son projet de réforme de fiscale tant attendu. Le paquet atteint 5,1 Mrd EUR, soit environ 1,5 % du PIB et est consacré presque exclusivement à un aménagement de l'impôt sur le revenu favorable aux classes moyennes. La taxation des revenus du patrimoine est marginalement accrue et certaines niches sont supprimées mais l'essentiel du financement repose sur les revenus anticipés du renforcement de la lutte contre la fraude, de la réforme de l'administration et de l'autofinancement. Ce paquet fiscal, en raison des incertitudes sur les recettes nouvelles, risque de compromettre l'objectif de retour à l'équilibre structurel des finances publiques prévu pour 2016 tandis que la priorité donnée à la lutte contre la fraude va entraîner une levée partielle du secret bancaire interne. Selon le WIFO, l'impact sur la croissance économique devrait se limiter à 0,1 % du PIB

A la suite de la tenue d'un conseil des ministres de crise dimanche 1er mars 2015, le gouvernement a décidé de placer la structure de défaisance de l'ancienne banque Hypo Alpe Adria, HETA, en résolution en application de la toute nouvelle loi y relative. L'autorité de résolution, la FMA (Finanzmarktaufsicht) a imposé un moratoire sur le remboursement de l'ensemble des dettes jusqu'au 31 mai 2016, date à laquelle le plan de résolution sera établi au plus tard. La quasi-totalité des titres visés bénéficient de la garantie du Land de Carinthie mais la FMA considère que l'exercice desdites garanties pendant la période de gel pourrait faire l'objet d'un lourd contentieux qu'il appartiendra à la justice de trancher. Ces mesures, bien accueillies par la presse, pourraient avoir des effets limités de contagion sur les autres banques hypothécaires régionales.

Pour obtenir des informations complémentaires, visitez notre site sous www.tresor.economie.gouv.fr/pays/autriche